Le Soir
PANORAMA

L'Etat dans tous ses ... états

Ici l'on fait le procès de l'affairisme d'Etat et là l'on commémore ou l'on célèbre. C'est dire qu'à travers cette dérisoire agitation d'exorcistes politiques l'on cultive la diversion pour n'avoir pas à rendre les bons comptes d'une gestion désastreuse des affaires publiques. Car enfin pourquoi un syndicat ressuscite-t-il un supplicié trahi par les siens et à quel usage démagogique était destinée cette cérémonie du souvenir organisée par la police quand l'amnistie officielle se décline sur le mode de l'amnésie ?

Dans la longue litanie des méfaits du terrorisme islamique, l'attentat du boulevard Amirouche, perpétré le 30 janvier 1996, est, il est vrai, un repère chargé de sens. Il nous revient en mémoire que parmi les 42 vies fauchées il y en avait une qui avait suscité un grand émoi dans quelques chaumières constantinoises. Celle de la jeune Mimia dont la sépulture sommeille dans le cimetière d'El Gammas. Fille d'ouvrier ayant grandi dans une fratrie nombreuse elle en était la fierté grâce à sa réussite scolaire. Traïkia Mimia était un modèle de ténacité et de pugnacité. Entrée dans l'existence avec le handicap commun à toutes les progénitures de modeste extraction, elle était parvenue à surmonter toutes les difficultés. En ce lundi 30 janvier 1996, elle pensait être au bout de ses peines. Car elle avait fait alors le voyage d'Alger pour consulter les résultats d'un examen en spécialité affichés au CHU Mustapha. Là où précisément hélas, elle finira à la morgue quelques heures plus tard. Il faut vous dire que M^lle^ Traïkia était médecin et qu'elle avait concouru pour une spécialité en néphrologie afin de postuler au DEMS.

A 14 heures, elle quitta l'hôpital contente et épanouie par son nouveau succès. Accompagnée d'une consœur de Tlemcen, elle s'apprêtait à rejoindre la gare pour reprendre le train de Thenia où elle était médecin résidente. Tirant déjà des plans sur le comité au sujet de son retour définitif à Constantine quand, en un instant, son existence fut abrégée à la hauteur de ce commissariat de malheur. Une mort inutile et doublement injuste pour laquelle l'on a joué onze années plus tard le plus faux des requiems alors que ses bourreaux vivent dans une impunité grassement octroyée. Parler dans son cas de devoir de mémoire quand justice ne lui a pas été faite ne relève-t-il pas de la plus odieuse des comédies du pouvoir ?

Pour autant que l'on sache, la justice des hommes sert quand même à quelque chose à condition qu'elle soit convenablement rendue. C'est ce à quoi aspire ce pays qui est très attentif au prétoire de Blida.

Indiscutablement ce procès, soupçonné initialement de simulacre, tourne au grand déballage. Ainsi, de l'engrenage des interrogatoires surgissent quelques allusions peu amènes pour la moralité de nos dirigeants. Sans qu'il l'ait sciemment voulu, ce tribunal est en train de devenir le bûcher de toutes leurs vanités politiques. Il est vrai que la vaste escroquerie qui est jugée actuellement ne concerne pas uniquement des spécialistes de la carambouille financière. Elle va plus loin jusqu'à éclabousser cette aristocratie du régime qui ne s'est jamais abstenue de donner des leçons d'éthiques aux administrés de ce pays quand elle ne vaut guère mieux que les coquins qui sont dans le box des accusés. Déplorable spectacle de ces hommes de pouvoir qui sont interpellés sur leurs connivences du passé. Celles qui se sont tissées sur des bases peu recommandables en contrepartie de médiocres privilèges.

Pour le quidam, n'ayant jamais su comprendre les arcanes de la puissance, les révélations de ce procès sont en train de l'édifier sur la probité douteuse de ses dirigeants. Que lui importe désormais que l'on envoie en prison une centaine de larrons quand il apprend que cet empire de la corruption s'est essentiellement édifié grâce à la bienveillance des décideurs politiques. Même si, aujourd'hui, le sommet de l'Etat s'efforce de faire bonne mesure et se veut exemplaire en orchestrant cette messe purificatrice, il lui faudra encore convaincre de sa bonne volonté en répudiant bien plus qu'un ou dix ministres. Il y va de l'honneur d'une république que l'on a bafouée par de sordides solidarités claniques.

Il est donc trop facile de se défausser sur quelques tribunaux pour ensuite s'en aller disserter à contretemps sur les scrupules de l'Etat de droit et la raideur majestueuse de la justice. Certes, celle-ci doit accomplir son magistère mais encore faut-il tirer politiquement les véritables leçons. C'est-à-dire, ce pourquoi tant de pourrissement n'a épargné que quelques îlots de l'appareil d'Etat.

Ce n'est donc pas à tous ces hochets du régime, au courage d'ailleurs très relatif, qu'il faut exiger des explications. Il faut monter plus haut et exprimer le souhait que le suprême arbitre daigne peser de son influence pour qu'enfin la chose publique ne soit plus livrée aux prédateurs de tous poils.

Le prétoire de Blida ou celui d'Oran ne sont pas à eux seuls suffisants pour restaurer l'autorité et le crédit de l'Etat. Il faut des signaux forts et significatifs pour venir à bout du scepticisme ambiant. Autant dire que ce pays attend de son élite politique qu'elle accomplisse cette révolution des mœurs qui lui permettra de renouer avec la confiance de la société.

Une bonne république s'édifie d'abord sur un ensemble de valeurs éthiques vis-à-vis desquelles aucune dérogation n'est permise. Or, actuellement, plus d'un dirigeant s'en est écarté au prétexte qu'il s'en est tenu à des obligations de réserve, voire qu'il est foncièrement de bonne foi lorsqu'il dérape. A ce sujet, n'a-t-on pas entendu la repentance du grand argentier de l'Etat, qui, en guise de justification, est venu battre sa coulpe à la barre quand il fallait qu'il remette sa démission après son témoignage ? Et n'a-t-on pas lu toutes ces dénégations effarouchées de ces hommes d'influence dont les noms ont été cités ?

Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

S'auto-innocenter est une chose et donner de soi une image crédible en est une autre. En politique, cette dernière compte bien plus que toutes les absolutions des tribunaux. C'est, nous semble-t-il, dans ce sens que le chef de l'Etat doit agir vite avant que le pays ne bascule définitivement dans le giron des réseaux maffieux. L'opinion qui décrypte les turpitudes du personnel du régime ne comprendra plus dorénavant pourquoi la disgrâce politique n'atteint pas les compromis. Changer d'hommes en attendant de refonder la république relève aujourd'hui de l'urgence. C'est du moins ce à quoi aspire la société soupçonneuse à juste titre et clairement mécontente de ses dirigeants. Sinon il faudra définitivement désespérer de la capacité de l'Etat à surmonter ses difficultés en traquant sans répit cette tare honteuse qu'est la corruption.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

JE NE M'EN CONSOLERAI JAMAIS !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

«Peut-être un tournant demain dans le procès Khalifa avec l'audition d'un jacuzzi du Centre de thalasso de Sidi Fredj. Un témoignage qui devrait provoquer des …

…remous»

C'est le jour le plus triste de ma vie ! Sans exagérer, je n'en connais pas de plus triste. Pas de cette petite tristesse passagère, pas de ce spleen qui peut se dissiper à la moindre poussée de brise. Non ! Une bonne grosse tristesse installée lourdement au-dessus de ma tête. Dès que j'ai su la nouvelle, dès que, comme vous, j'ai lu l'information dans les journaux, j'ai senti la tristesse m'envahir rapidement pour coloniser chaque centimètre carré de mon corps (ce qui fait beaucoup) et chaque neurone (ce qui ne fait pas beaucoup). Comment voulez-vous ne pas être profondément triste lorsque vous apprenez que le guide libyen Mouammar (ou Maâmar, je n'ai jamais su) Ghaddafi (ou Kadhafi, là aussi, je n'ai franchement jamais retenu la bonne orthographe) vient d'interdire le sol de son pays aux Algériens ? Le ciel m'est tombé sur la tête lorsque j'ai appris que, désormais, il me fallait un visa pour me rendre en Libye. L'horreuuuuuuuuuuuuur ! «Mais komment véje faire ?», me suis-je dit. Moi qui me réveille chaque matin avec dans la tête l'idée fixe d'aller faire un tour en Libye. Comment peut-on vivre avec cette intolérable nouvelle ? Comment peut-on se passer d'aller librement en Libye ? Ce beau pays. Ce pays de libertés. Ce pays qui, à l'heure où partout dans le monde humain et civilisé, les murs tombent et les peuplent élisent un président, lui se complaît à être dirigé par un homme affublé du titre de «Guide». C'est une véritable torture de savoir que juste à côté de ma pauvre Algérie il existe un pays comme la Libye, terre de toutes les ouvertures, contrée de toutes les initiatives créatrices, périmètre sacré de la liberté de penser et de dire, domaine consacré de la libre critique et berceau de la pluralité, et que malgré cette proximité alléchante, je ne peux plus m'y rendre sans visa. C'est d'autant plus cruel que je sais avoir dans ce pays un grand ami en la personne du Guide. Un homme éclairé à la torchère qui ne rate aucune occasion pour dire tout le bien qu'il pense de moi et de mes consœurs et confrères. Prévenant, soucieux de suivre tout ce que nous disons et écrivons à la lettre, il pousse la prévenance et la gentillesse jusqu'à nous poursuivre de ses marques de sympathie et d'intérêt ici même chez nous, dans notre pauvre Algérie. En un mot comme en cent, je vous pose la question chers compatriotes qui êtes désormais privés de Kadhafi : peut-on vivre sans Libye ? Mais plutôt que de me répondre, fumez du thé et restez éveillés, le cauchemar continue.

H. L.